



Halte aux casseurs du droit social ! 4 octobre : tous en grève !

Tous les syndicats appellent à une journée de grève et de manifestations le 4 octobre. Cette unité d'action est une bonne nouvelle, même si elle arrive un peu tard. Car le gouvernement fonce comme un forcené pour briser les droits, en faisant croire qu'il se préoccupe de la détresse sociale.

En réalité, ce gouvernement ne s'occupe que d'une chose : désigner celui qui, dans la bande des trois - Villepin-Sarkozy-Chirac-, restera en tête en 2007. Jamais la guerre médiatique des « présidentiables » n'a atteint un tel degré de bassesse, alors que la crise est au plus haut niveau : familles à la rue, crise du pouvoir d'achat, licenciements débridés (ou « contrat nouvelle embauche »), services publics transformés en entreprises de profit capitaliste.

VILLEPIN-SARKOZY-CHIRAC-MEDEF : ARRETONS-LES !

Au début 2005 (10 mars, Pentecôte), des centaines de milliers de grévistes et de manifestants, du secteur privé et public, ont exprimé le refus des politiques subies depuis tant d'années.

La population de ce pays ne veut plus de reculs sociaux. Elle ne supporte plus ceux qui prétendent que personne ne peut rien faire contre la dégradation des conditions de vie, que la faute est à la mondialisation, à l'Europe, à la concurrence, au Code du travail, aux salaires, à la protection sociale.

Le 29 mai, elle a dit NON à la Constitution qui voulait éterniser ces politiques de casse sociale. Mais ce NON est plus qu'un refus. C'est un appel à changer, à agir enfin pour le bien public, et non pour une poignée d'hommes d'affaires qui n'ont que le profit pour but, quelles que soient les conséquences humaines.

Or, le gouvernement répond à cela par des ordonnances et des décrets, c'est-à-dire le mépris. Il accélère encore l'application des « contre-réformes » dictées par le Medef : vers une société du « *risque* », où la précarité est « *naturelle* » (comme le dit Mme Parisot, qui a remplacé Seillière), donc sans droit du travail, sans SMIC, où l'entreprise fait la loi.

Pour faire cela, Villepin s'agite dans tous les sens, pour

imiter Sarkozy. Ils sont dangereux, il faut les arrêter !

CONTRE LES ORDONNANCES, POUR LES DROITS COLLECTIFS !

Ce n'est pas parce que les ordonnances sont décidées que ce gouvernement est en position de force. Personne ne le soutient. 80 % de la population estime que les « 100 jours » de Villepin sont un échec et 75 % que la situation va encore se dégrader.

C'est pourquoi il faut exiger le retrait immédiat des décrets de précarité, mais aussi plus de droits et plus de sécurité dans le droit du travail :

- avec les salariés des entreprises qui détruisent l'emploi (Nestlé, chaussures, informatique...) exigeons l'interdiction des licenciements et le soutien public aux propositions syndicales
- avec les chômeurs, exigeons une indemnisation minimale à hauteur du SMIC, et des vrais emplois avec formation
- exigeons de vraies augmentations de salaires, et non des « primes » fiscales.
- 300 euros pour tous et toutes, c'est un besoin urgent.
- pour la protection des services publics, pour leur extension au logement social

POUR UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE !

Ces revendications ne pourront être imposées par une simple journée d'action. Le 4 octobre, préparé par des assemblées générales dans les entreprises, ou sur les quartiers, est aussi l'occasion de démontrer l'isolement et l'illégitimité du gouvernement. La journée est une étape pour donner confiance, unir les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les Collectifs unitaires du 29 mai, avec les organisations politiques du non de gauche, les altermondialistes.

Tous ensemble, formons un Front commun anti-libéral, anti-capitaliste. Nous n'attendons pas 2007 pour que cela change !

Le 12 septembre 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :